

Contre Attaque LE PARTI SOCIALISTE : MARCHEPIED DU FASCISME...LE PARTI SOCIALISTE : MARCHEPIED DU FASCISME

Encore une déclaration stupéfiante dans les médias ce lundi 23 février, sur fond de fascisation accélérée. François Hollande, ancien président socialiste, est invité sur la chaîne RTL. Voici ce qu'il déclare à propos de la manifestation néo-nazie organisée à Lyon il y a deux jours : «En démocratie, il est normal qu'il y ait la liberté de manifester».

Ah bon, vraiment ? Pourtant, entre 2012 et 2017, lorsqu'il était président socialiste, François Hollande a imposé un programme néolibéral mais aussi une fuite en avant autoritaire à tous les niveaux. Il avait été largement élu pour tourner la page du quinquennat de Nicolas Sarkozy, il a fait pire sur tous les plans. Voici un aperçu de la «liberté de manifester» sous François Hollande :

- En 2012, à peine élu, il lance une opération militarisée sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, qui fait des centaines de blessé·es graves parmi les écologistes.

- En 2014, il interdit des manifestations pour la Palestine à Paris, qui sont durement réprimées.

- La même année, en octobre, il envoie des gendarmes surarmés écraser une lutte écologiste à Sivens. Rémi Fraisse, jeune botaniste de 21 ans, reçoit une grenade explosive dans le dos, en pleine nuit. Il est tué sur le coup. Les gendarmes récupèrent sa dépouille le temps de construire un récit mensonger. **Pour la première fois depuis 1986, les forces de l'ordre tuent un manifestant en France. Cette date est une bascule irréversible dans la violence contre les mouvements sociaux. Les gendarmes qui ont assassiné Rémi n'ont jamais été condamnés.**

- Après ce drame, Hollande fait interdire et réprimer très durement les manifestations réclamant justice pour Rémi, notamment à Nantes, Paris et Toulouse.

- En novembre 2015, il décrète l'état d'urgence et utilise immédiatement les moyens antiterroristes pour assigner à résidence des militant·es écologistes et interdire les manifestations contre la COP 21.

- Le gouvernement Hollande crée le délit «d'apologie de terrorisme», qui sert aujourd'hui à réprimer les opposant·es

politiques.

- En 2016, il impose la Loi Travail par 49.3, qui dérégulait les droits des travailleurs et travailleuses. Il réprime avec une violence inédite le puissant mouvement social, plusieurs personnes sont mutilées, des centaines d'autres arrêtées. À nouveau, les mesures antiterroristes sont utilisées pour interdire certain·es militant·es de manifester.

- Le gouvernement Hollande généralise l'usage du tristement célèbre Lanceur de Balles de Défense, qui a depuis causé d'innombrables blessures irréversibles et des morts.

- À la demande de l'extrême droite, il vote la déchéance de nationalité.

- Après l'avoir placé au Ministère de l'Intérieur, François Hollande nomme Manuel Valls comme Premier Ministre, alors qu'il incarnait la droite du parti et était ultra-minoritaire au sein même du PS. Après avoir élevé l'islamophobie au rang d'idéologie d'État, il répand ouvertement ses idées d'extrême droite sur Cnews, et accentue encore les atteintes aux libertés.

- À la fin de son mandat, Hollande fait voter la loi «permis de tuer», qui «assouplit» la possibilité de tirer pour les policiers. Depuis, le nombre de morts causés par la police a explosé. Le décès de Nahel est le résultat direct de cette loi.

- Enfin il propulse Macron, qui était totalement inconnu, comme ministre puis candidat, avec les conséquences désastreuses qu'on connaît pour le droit de manifester.

Même si François Hollande donne l'impression d'être un idiot, c'est un politicien habile et dangereux. Ce qu'il affirme sur RTL n'est pas de la simple bêtise. Ce que dit Hollande, c'est que sa classe préfère la «liberté de manifester» pour les néo-nazis que pour les mouvements qui demandent plus d'égalité, d'écologie et de liberté. La sociale-démocratie est, historiquement, le marchepied du fascisme. **En 1919, ce sont les socialistes allemands qui ont écrasé la révolution sociale et se sont reposés sur des groupes d'extrême droite pour assassiner la communiste Rosa Luxemburg. Ce sont les mêmes socialistes allemands qui, après avoir été intraitables avec les révolutionnaires, seront d'une complaisance coupable vis à vis des milices d'extrême droite. Dont le NSAP, qui bénéficiera d'un laxisme constant lorsque le parti nazi commettra des violences de rue pour s'imposer politiquement.**